

questions relatives à leur développement tout en leur laissant la latitude de définir leurs propres stratégies et programmes de dévelop-

regles claires, transparentes et stables, offrant une sécurité suffisante aux affaires et aux investis-

AMADOU SIDIBÉ

QUEST ponse balisation

(CE) au Mali a animé samedi au l'Accord du partenariat (APE) tats ont permis à la DCE et au montrer les profits que peuvent négociation.

entre de développement économique ents de notre pays ».

Le conférencier a profité de l'occasion pour présenter le service en ligne de la Commission européenne « l'export Helpdesk ». Selon Roland Johanson, ce service en ligne a été mis en place en 2004 pour permettre aux entreprises des pays en développement d'exporter plus facilement vers l'Union européenne. « Il fournit, en guichet unique, tous les renseignements utiles concernant l'exportation vers l'UE, notamment les informations et l'aide relative aux tarifs et régimes douaniers ainsi qu'aux règles d'origine de l'UE », a-t-il ajouté.

La ligne d'export Helpdesk de l'UE est <http://export-hel.cec.eu.int/>

● SIDIKI DOUMBIA
(stagiaire)

ut faire flamber

est fallu de peu ! En effet, alors qu'elle pré- réduire en cendres. Imaginez-vous : la star dans une résidence qu'elle louait avec son e, elle prend plutôt tout cela à la rigolade et fois, j'ai oublié la poêle avec de l'huile sur raison'. Ben, totalement paniqué, a arraché que je voulais bien les inviter à dîner. Mais, nus : si un jour, vous êtes invités chez les

● (PUBLIC.FR)

CAMPAGNE CONTROLARMS Les armes légères tuent une personne chaque minute

Les armes légères font 1000 morts par jour dans le monde, leur commerce a saigné l'Afrique qui débourse chaque année 15 milliards de dollars pour s'en procurer. L'ONU entend mettre le holà. C'est du moins ce qui ressort d'une conférence de presse du Comité Controlarms du Mali lundi à la Maison de la presse.

Dans le cadre des 100 jours du compte à rebours de la conférence de révision des Nations unies sur les armes légères qui aura lieu le 26 juin prochain à New York, le Comité Controlarms pour le Mali qui comprend Oxfam-GB, Amnesty International, la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères, soutenue par plusieurs associations de la société civile, a animé un point de presse hier à la Maison de la presse. Objectif : débattre de la problématique des armes légères.

Situant l'événement dans son contexte, les conférenciers (colonel Sirakoro Sangaré, président du Comité Controlarms, Sadou Yattara du Réseau des journalistes pour la paix et l'intégration (RJPID), Mohamed Aly d'Oxfam, Aba Touré d'Amnesty) ont soutenu qu'en Afrique comme dans le reste du monde, la violence armée a atteint des seuils inquiétants avec la perte d'une vie humaine toutes les soixante secondes.

Pour Mohamed Aly, représentant d'Oxfam-GB, « les conflits armés sont devenus le lot quoti-

dien en Afrique et ils sont alimentés par un commerce en armement qui ne s'embarrasse ni de la morale encore moins des conséquences dévastatrices de l'utilisation des armes ».

A ses dires, de nombreux transferts d'armes se font en violation du droit international humanitaire ou tout simplement en violation des résolutions des Nations unies.

De l'avis des conférenciers, les armes légères tuent à travers le monde jusqu'à 1000 personnes chaque jour. Toutes choses qui feront dire à Aba Touré qu'en quatre ans, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine dépensent 87 milliards de dollars en armement et que les pertes économiques en Afrique dues aux conflits sont estimées à 15 milliards de dollars par an. Autant d'arguments qui ont conduit les associations de la société civile, regroupées au sein du Comité Controlarms, à initier une série d'activités pour intensifier la campagne afin que tous comprennent l'importance de la conférence de révision du programme des Nations unies.

● IDRISSE SAKO